

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIES DU NORD SA.

BRIQUETERIE DU NORD SA.
RUE GAUTHIER
59242 Templeuve-en-Pévèle

Références : V3/2024/112
Code AIOT : 0007000100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle
- Code AIOT : 0007000100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques principales de la carrière "Briqueterie du Nord" de Templeuve sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 43,5 ha,

- profondeur maximale à la cote +20 m NGF,
- capacité de 187 000 t/an (68 000 t/an d'argile et 119 000 t/an de sable),
- nombre d'employés : 4,
- capacité de traitement maximale de déchets du BTP : 150 000 t/an,
- remblayage de la fosse d'exploitation par des déchets inertes,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière.

L'exploitation est autorisée au titre des rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des ICPE par l'arrêté du 07/09/2009. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2019 encadre la poursuite d'exploitation et le remblaiement de la carrière d'argile et de sable.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bande des 10 mètres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgences	2 mois, Application immédiate
4	Clôtures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgences	7 jours, Application immédiate
5	Fronts de taille	AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 3	Astreinte	Application immédiate

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Nature des déchets admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée du 29/02/2024 a été réalisée dans le cadre d'une action de contrôle visant les carrières suivies par l'unité départementale du Hainaut recevant des déchets inertes pour le remblayage ou le recyclage.

La visite d'inspection avait pour objectif initial de vérifier le respect de prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatives à l'admission des déchets inertes destinés au remblayage de la carrière de Templeuve.

Le jour de la visite, l'inspection constate visuellement le non-respect de certaines prescriptions relatives à la sécurité des biens et des personnes (hauteur des fronts d'exploitation de sable et d'argile, non-conservation de la bande des 10 mètres entre le périmètre autorisé et les fronts de taille, et effondrement d'une partie de la clôture du périmètre de la carrière). L'inspection a décidé d'intégrer ces prescriptions au contrôle initialement prévu.

Ces constats conduisent l'inspection à proposer à Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure portant sur les articles 13 et 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, ainsi que des mesures d'urgence pour préserver les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.

De plus, l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9/11/2023 qui concerne la conformité des fronts de taille n'est pas respecté au jour de la visite alors que le délai accordé de 15 jours est échu. L'inspection propose à Monsieur le préfet d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'au respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9/11/23 .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets
Prescription contrôlée : Article 7 : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation (...) afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection se rend sur le terrain accompagné de l'exploitant. Plusieurs camions chargés de déchets inertes destinés au remblayage arrivent à la carrière de Templeuve pendant la visite sur le terrain. A leur arrivée le chargement du contenu des camions fait l'objet d'un contrôle visuel par un employé de la carrière, conducteur d'engin. L'inspection procède au contrôle par sondage de deux lots de déchets inertes qui ont été déchargés pendant la visite. L'employé de la carrière responsable du contrôle des chargements des camions dispose d'une tablette où sont consignées les informations suivantes relatives à la livraison : <ul style="list-style-type: none">- code déchet,- client producteur du déchet,- immatriculation du camion,- adresse du chantier d'origine des déchets,- tonnage,- zone d'enfouissement sur la carrière. Les informations indiquées dans les tablettes sont envoyées vers le registre numérique de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admis
Prescription contrôlée : [...] Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : Les deux lots de déchets suivis par l'inspection portent le code déchet 170504 (Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03). L'inspection observe le déchargement de ces lots sur la plateforme de réception des déchets. Après leur déchargement sur la plateforme, deux conducteurs d'engins les étalent et les poussent vers la fosse. Cette manœuvre permet le contrôle visuel des déchets. L'inspection constate que ces deux lots sont constitués de terres et de cailloux. Ils ne présentent pas de déchets non inertes visibles. Le registre de l'exploitant indique la provenance de ces deux lots : <ul style="list-style-type: none">- lot 1 : producteur : Client 1*, Dépôt de Ronchin (30,9 tonnes)- lot 2 : producteur : Client 2*, Chantier : Rue de la Briquetterie, CYSOING (16 tonnes) L'inspection vérifie que le chantier à CYSOING n'est pas concerné par une problématique sites et sols pollués d'après la base de données INFOTERRE. L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 27/03/2024 un extrait du registre RNDTS (Registre National des Déchets Terres excavées et Sédiments) pour les deux lots suivis le jour de l'inspection. <i>* données non publiées</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bande des 10 mètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que le front d'exploitation au niveau de la fosse nord a atteint le périmètre d'autorisation de la carrière. La bande des 10 mètres qui doit être maintenue entre la zone d'extraction des matériaux et le périmètre autorisé n'a pas été conservée par l'exploitant au droit des zones L16, K16, J19, J19,K20 du plan topographique de la carrière. De plus, il est constaté ce jour que la clôture qui marque la limite d'autorisation est par endroit tombée dans la fosse d'exploitation au droit de la zone K16. La consommation de la bande des 10 mètres, l'état du front d'exploitation des sables et limons et l'absence de clôture aux abords du front constituent un risque pour la sécurité des tiers susceptibles de se trouver aux abords de l'exploitation. L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de 2 mois en restaurant la bande des 10 mètres, après avoir justifié de la stabilité géotechnique de la solution retenue par la transmission d'une étude dans un délai de 1 mois. L'inspection propose d'adjoindre au projet de mise en demeure des mesures conservatoires afin de pallier au risque de chute et d'effondrement de terrain dans l'immédiat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure (MED), respect de prescription, Mesures conservatoires
Proposition de délais : 2 mois pour la proposition de MED et application immédiate pour les propositions des mesures conservatoires

N° 4 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des tiers
Prescription contrôlée : [...] L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que la clôture au niveau du périmètre autorisé est effondrée en un endroit dans la fosse d'exploitation nord (au niveau de la zone K16 du plan topographique de la carrière). Ainsi, la sécurité du public n'est plus garantie à cet endroit. Il existe un risque de chute dans la fosse d'exploitation nord, aggravé par le fait que la bande de 10 mètres à maintenir entre le front d'exploitation et les limites du périmètre autorisé n'a pas été conservée. Cette situation n'est pas acceptable . L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de 7 jours. Par ailleurs, l'inspection propose à Monsieur le préfet d'informer Monsieur le maire de la commune de Templeuve des constats effectués au cours de la visite du 29/02/2024 et de lui transmettre le présent rapport d'inspection. En effet la situation aux abords de la carrière de Templeuve présente un risque pour la sécurité des riverains et des promeneurs. L'inspection propose d'adoindre au projet de mise en demeure des mesures conservatoires afin de pallier au risque de chute dans l'immédiat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure (MED), respect de prescription, Mesures conservatoires
Proposition de délais : 2 mois pour la proposition de MED et application immédiate pour les propositions des mesures conservatoires

N° 5 : Fronts de taille

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteurs et pendages des fronts de taille
Prescription contrôlée : La société SA Briqueterie du Nord exploitant une installation de carrière de sable et d'argile sise lieu-dit Canchomprez sur la commune de Templeuve est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009 relatives à la hauteur des fronts de tailles, leur pendage, ainsi que la largeur des banquettes séparant les fronts, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que les fronts de taille de la fosse nord ne respectent pas l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009. En effet, les fronts y présentent des gradins d'une hauteur supérieure à 5 mètres de hauteur. Les banquettes entre les gradins des fronts de taille de la fosse nord sont par endroits inexistantes ou à d'autres endroits de taille inférieure à 10 m de large. Le pendage des fronts est nettement supérieur à 45°. Les fronts présentent des zones d'effondrements le jour de la visite, y compris de la clôture du périmètre autorisé. Le respect du pendage à 45° des fronts d'exploitation aurait permis d'éviter tout effondrement. Cette situation est répétée et inacceptable. Elle présente un risque pour le personnel d'exploitation et pour les tiers. Il convient de faire application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cet article prévoit au point 4° que l'autorité administrative peut ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Le montant de l'astreinte doit être proportionné à la gravité des manquements constatés et tenir compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. L'inspection constate le jour de la visite le non-respect de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 novembre 2023, ce qui constitue un délit. Un courrier est adressé à Monsieur le procureur afin de le tenir informé de la situation. Il est proposé à Monsieur le préfet du Nord, pour cette non-conformité, d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 500 euros applicables à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 novembre 2023. Le montant proposé tient compte du coût estimé par l'inspection de la mise en conformité des fronts de taille de 15 000 euros. Ce coût estimé correspond à 500 euros nécessaires au fonctionnement des engins de chantier et à la rémunération du personnel et à la durée de 30 jours nécessaires à l'apport des stériles inertes pour la mise en conformité des fronts de tailles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : À compter de la notification de l'arrêté

Annexe : Planche photographique

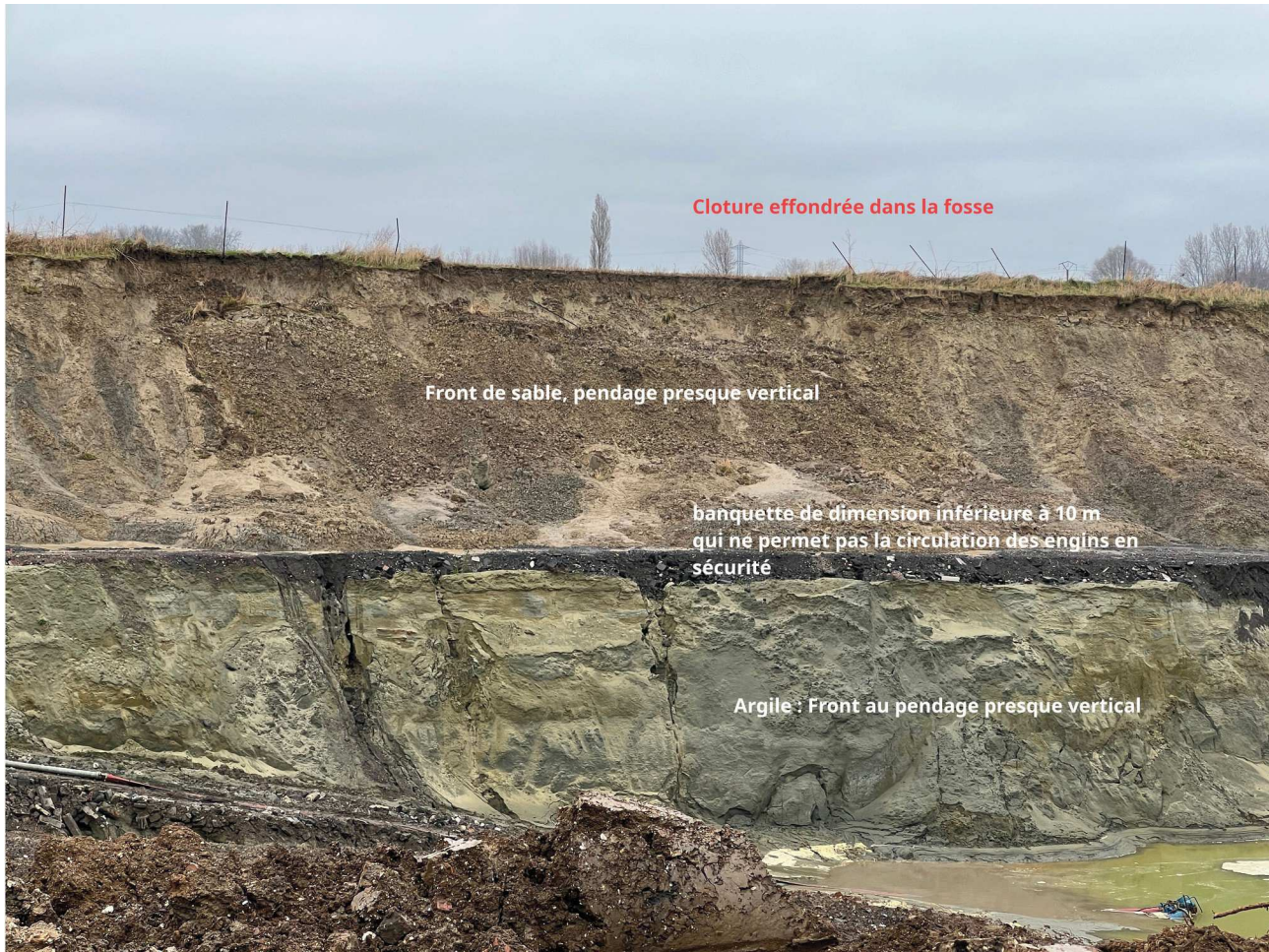


Photo 1 : Fosse nord de la carrière BDN à Templeuve présentant des fronts instables atteignant la limite du périmètre autorisé



Photo 2 : Fosse nord de la carrière BDN à Templeuve, sur la droite les fronts ont une hauteur supérieure à 5 mètres (10 mètres environ)